



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/37/133  
S/15337  
7 septembre 1982  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

SEP 27 1982

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-septième session  
Point 74 b) de l'ordre du jour provisoire\*  
ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS  
EN CAS DE CATASTROPHE : PROGRAMMES  
SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-septième année

Assistance à la Zambie

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 36/214 du 17 décembre 1981, l'Assemblée générale a, notamment, prié le Secrétaire général de poursuivre les efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle à la Zambie et de faire procéder à une étude de la situation économique de la Zambie et des progrès réalisés dans l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays, en temps utile pour que l'Assemblée générale puisse examiner la question à sa trente-septième session.
2. Comme suite à la résolution précitée de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission se rende en Zambie en juin 1982 afin de s'entretenir avec le gouvernement. Le rapport de la mission, qui figure en annexe, récapitule la difficile situation économique et financière du pays et met l'accent sur les graves problèmes de balance des paiements auxquels se heurte le pays et sur ceux de ses industries extractives, décrit les principaux besoins de la Zambie en matière d'aide extérieure et rend compte de l'exécution du programme spécial d'assistance économique.
3. Au paragraphe 7 de la résolution 36/214, l'Assemblée générale a invité plusieurs institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies à attirer l'attention de leurs organes directeurs sur les besoins particuliers de la Zambie et à rendre compte des décisions prises par ces organes au Secrétaire général avant le 15 août 1982. Les réponses des organismes ont été reproduites dans un rapport du Secrétaire général sur la Zambie et d'autres pays pour lesquels l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'organiser des programmes spéciaux d'assistance économique.

\* A/37/150.

ANNEXE

Rapport de la mission d'étude en Zambie

TABLE DES MATIERES

(18-24 juin 1982)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 7	2
II. SITUATION ECONOMIQUE .....	8 - 31	3
A. Généralités .....	8 - 20	3
B. Balance des paiements .....	21 - 24	12
C. Budget de l'Etat .....	25 - 30	14
D. Coopération régionale .....	31	18
III. ASPECTS PARTICULIERS DE LA SITUATION EN ZAMBIE .....	32 - 52	18
A. Transports .....	32 - 34	20
B. Agriculture .....	35 - 48	25
C. Réfugiés .....	49 - 52	26
IV. BESOINS EN MATIERE DE RECONSTRUCTION ET DE RELEVEMENT ..	53 - 81	26
A. Transports .....	53 - 59	26
B. Télécommunications .....	70 - 73	31
C. Relèvement de l'agriculture et autres projets dans les régions frontalières .....	74 - 81	32
V. PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DU PROGRAMME SPECIAL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE .....	82 - 94	33
A. Principaux accords internationaux conclus en 1980 et 1981 .....	82	33
B. Assistance internationale nécessaire à certains projets de développement urgents .....	83	35
C. Projets supplémentaires .....	84	40
D. Nouveaux projets présentés en 1982 pour lesquels une assistance internationale est demandée .....	85 - 94	45 /...

## I. INTRODUCTION

1. Les rapports précédents du Secrétaire général sur l'assistance à la Zambie (A/33/343, A/34/407, A/35/208-S/13924, A/36/270-S/14673 et E/1978/114/Rev.1) énuméraient plusieurs résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social.
2. Le 17 décembre 1981, l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/214 sur l'assistance à la Zambie. Elle y a demandé à la communauté internationale de fournir une assistance financière, matérielle et technique à la Zambie et prié le Secrétaire général de faire procéder à une étude de la situation économique de la Zambie et des progrès réalisés dans l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que l'Assemblée puisse examiner la question à sa trente-septième session.
3. Le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission de visite se rende en Zambie du 18 au 24 juin 1982 afin de s'entretenir avec le gouvernement de la situation économique, des progrès accomplis dans l'exécution du programme spécial d'assistance économique et des besoins en matière de relèvement et de reconstruction. La mission avait à sa tête le Coordonnateur commun des programmes spéciaux d'assistance économique (Bureau des questions politiques spéciales).
4. Le Chef de la mission a été reçu par S. Exc. M. Kenneth D. Kaunda, président de la République de Zambie, qui a décrit la situation économique générale du pays, ainsi que les faits nouveaux intervenus récemment dans la région, et a brièvement exposé les besoins urgents en matière d'assistance.
5. La mission a rencontré les secrétaires permanents du Ministère des finances, du Ministère de l'énergie, des transports et des communications, du Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des ressources en eau et du Ministère de l'intérieur, ainsi que l'Assistant spécial du Président pour les questions économiques. Au cours de ces réunions, on a procédé à l'examen de la situation générale et des problèmes concrets, et on a étudié les besoins en matière d'assistance internationale.
6. Le Gouvernement zambien avait établi un document d'information générale sur la situation économique pour faciliter les travaux de la mission. En outre, la mission s'est entretenue avec un comité de hauts fonctionnaires présidé par le Directeur général de la Commission de planification nationale. Outre des fonctionnaires de ladite commission, le Comité comprenait des représentants de la Banque de Zambie, du Ministère des finances, du Département de la coopération économique et technique, du Ministère de l'énergie, des transports et des communications, du Ministère du commerce, de l'industrie et du commerce extérieur, du Ministère de l'agriculture et de la mise en valeur des ressources en eau et du Ministère de l'intérieur. Les besoins en matière de reconstruction et de développement de la Zambie ainsi que divers aspects de la situation économique ont été étudiés de façon approfondie au cours de ces réunions.
7. La mission tient à remercier le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les autres représentants du système des Nations Unies en Zambie pour l'aide qu'ils lui ont apportée.

## II. LA SITUATION ECONOMIQUE

### A. Généralités

8. Les précédents rapports du Secrétaire général examinaient la détérioration de la situation économique et financière en Zambie depuis la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud en janvier 1973, conformément aux décisions prises précédemment par le Conseil de sécurité. En bref, selon les estimations, le produit intérieur brut (PIB) réel par habitant - en 1981 la population était estimée à 6 millions, contre 4,7 millions en 1973 - a baissé de 27 p. 100 au cours de la période examinée. En 1981, le PIB réel a baissé de 1,8 p. 100 après avoir enregistré une légère croissance (3,1 p. 100) en 1980. Les difficultés économiques persistantes de la Zambie reflètent pour une large part le grand fardeau économique supporté par le pays à la suite de la fermeture de la frontière entre 1973 et 1979. Il apparaît clairement qu'en agissant dans l'intérêt de la communauté internationale, la Zambie a assumé une part bien trop importante du coût des sanctions économiques imposées contre le régime illégal alors au pouvoir en Rhodésie du Sud.

9. Le tableau 1 montre l'évolution de quelques-uns des principaux indicateurs économiques depuis 1970.

Tableau 1

Choix d'indicateurs économiques

	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires	
<u>Revenu national</u>							
PIB (en prix constants de 1970, en millions de kwacha) <u>a/</u>	1 278	1 438	1 500	1 329	1 370	1 345	
PIB par habitant (en prix constants de 1970, en kwacha)	301	307	291	238	232	223	
(Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente)		-	(-0,3)	(+1,0)	(-10,9)	(-2,5)	(-3,9)
PIB (en prix courants, en millions de kwacha)	1 278	1 529	1 870	2 598	2 986	2 990	
Accroissement de la population (pourcentage)	3,1	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	
<u>Secteur extérieur</u>							
Production de cuivre (en milliers de tonnes)	683	681	713	578	610	560	
Exportation de cuivre (en milliers de tonnes)	684	670	746	646	619	571	

Tableau 1

Choix d'indicateurs économiques

	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires
Indice des termes de l'échange	100	91	47	49	41	34
Balance des paiements courants (en millions de kwacha)	+77	+93	-45	+46	-408	-478
Dettes publiques extérieures (en millions de kwacha)	132	317	552	766	1 037	1 088

/...

Tableau 1 (suite)

Choix d'indicateurs économiques

	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires
<u>Activité économique</u>						
Indice de la production manufacturière	82	100	102	104	105	104
Indice de la construction	100	111	110	77	88	85
Emploi (en milliers de citoyens zambiens)	316	348	341	351	367	371
Production de maïs commercialisé (en milliers de tonnes)	251	383	570	324	378	693

Tableau 1 (suite)

	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1976</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires
Consommation privée (en prix constants 1970, en millions de kwacha)	490	443	432	530	589	574
Consommation publique (en prix constants 1970, en millions de kwacha)	206	273	292	249	275	245
Formation brute de capital fixe (en prix constants 1970, en millions de kwacha)	379	362	331	133	175	166
(Pourcentage du PIB)	(29,6)	(25,2)	(22,1)	(11,6)	(11,8)	(12,3)
Solde courant de l'Etat (en millions de kwacha)	+51	-9	-166	-198	-255	-326
Solde global de l'Etat (en millions de kwacha)	+51	-107	-190	-322	-446	-441
Dette publique intérieure (en millions de kwacha)	177	264	344	396	438	...

/...

10. En ajustant le PIB au prix de 1970 (tableau 1) pour tenir compte de la détérioration rapide des termes de l'échange, on constate que, de 1 278 millions de kwacha en 1970, il a baissé à 1 048 millions en 1976, puis à 875 millions en 1979, et qu'il est passé à 938 millions en 1980 pour n'atteindre que 825 millions en 1981. Ainsi, les ressources économiques de la Zambie, évaluées en termes réels, ont baissé d'environ 20 p. 100 entre 1976 et 1981, et d'environ 35 p. 100 depuis 1970.

11. Les problèmes économiques qu'a connus la Zambie, pays sans littoral, au cours des premières années qui ont suivi la fermeture de la frontière en 1973, étaient dus en grande partie au fait qu'elle devait transporter les produits importés et exportés par voie de surface entre le pays et les ports les plus proches (au début, on empruntait principalement la route jusqu'à Dares-Salam et le chemin de fer jusqu'à Lobito; et par la suite, principalement la route et le chemin de fer jusqu'à Dares-Salam). Bien que les transports vers l'extérieur aient continué à poser des difficultés, l'insuffisance notable et chronique des devises étrangères de la Zambie a toutefois constitué le plus grave problème économique du pays au cours de la deuxième moitié des années 70, et plus particulièrement à la fin de la décennie. Cela est imputable en partie à la seconde vague de hausses des prix du pétrole sur le marché mondial et, certaines années, aux mauvaises récoltes de maïs, qui est un aliment de base et que l'on a dû par conséquent importer en grandes quantités. C'est toutefois la très forte baisse des prix du cuivre - de 11,3 p. 100 par an en moyenne, exprimée en termes réels, au cours de la décennie - qui a le plus contribué à cette situation (les exportations de cuivre constituent près de 90 p. 100 du total des exportations de la Zambie). Le prix moyen du cuivre en 1981 était environ de 10 p. 100 inférieur à celui de 1980; les prix ont continué à baisser au cours des six premiers mois de 1982 et étaient au milieu de l'année environ de 12 p. 100 inférieurs au prix moyen de 1981.

12. Le tableau 2, dont les chiffres combinent l'effet de la baisse des prix du cuivre et de l'inflation mondiale, fait apparaître l'ampleur du problème.

Tableau 2

Indice du pouvoir d'achat du cuivre sur le marché international

1970 -	100
1973 -	91
1976 -	46
1979 -	42
1980 -	35
1981 -	26

13. Au cours des premières années qui ont suivi la fermeture de la frontière, les investissements productifs, le développement de l'agriculture et, plus généralement, la diversification économique, ont été très modestes à cause des problèmes de transport, goulets d'étranglement des échanges commerciaux. La très grave insuffisance de devises étrangères au cours des dernières années de la décennie a encore aggravé la situation. Ainsi, lorsque enfin, le Zimbabwe a accédé

à l'indépendance et que la frontière sud a été rouverte, l'économie de la Zambie, trop affaiblie par de longues années de pénurie de ressources réelles et le déclin du secteur des investissements publics et privés, n'a pu être rapidement relancée. Comme le montre le tableau 1, la formation brute de capital fixe, de presque 30 p. 100 du PIB en 1970, est tombée à environ 12 p. 100 en 1980-1981; ce dernier taux ne suffit probablement pas à maintenir le capital social des entreprises du pays, compte tenu surtout de l'intensité de capital nécessaire aux industries extractives. En 1982, la formation brute de capital fixe est estimée à 13,6 p. 100 du PIB.

14. L'insuffisance de devises étrangères provoque maintenant la paralysie économique. Ne disposant pas des ressources nécessaires pour réorienter dans une large mesure l'économie vers d'autres secteurs, la Zambie est obligée de maintenir en exploitation l'industrie du cuivre ne serait-ce que pour obtenir des devises étrangères et éviter un chômage massif; entre-temps, les coûts de production sont aujourd'hui de 30 p. 100 supérieurs aux prix de vente, et les pertes qui en résultent tendent à épuiser l'économie et les recettes publiques.

15. Le tableau 3 indique la structure du PIB de la Zambie.

Tableau 3

Produit intérieur brut par branche d'activité économique

(En millions de kwacha, en prix constants de 1970)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires	<u>1982</u> Prévisions
PIB total	1 500	1 428	1 455	1 329	1 370	1 345	1 400
Agriculture, sylviculture, pêche (Pourcentage du total)	167 (11,1)	168 (11,8)	172 (11,8)	151 (11,4)	156 (11,4)	172 (12,8)	160 <sup>a/</sup> (11,4)
Mines et carrières (Pourcentage du total)	503 (33,5)	470 (32,9)	494 (34,0)	391 (29,4)	399 (29,1)	352 (26,2)	375 (26,8)
Industries manufacturières (Pourcentage du total)	152 (10,1)	141 (9,9)	152 (10,4)	152 (11,4)	154 (11,2)	153 (11,4)	158 (11,3)
Electricité, gaz et eau (Pourcentage du total)	53 (3,5)	58 (4,1)	58 (4,0)	63 (4,7)	67 (4,9)	72 (5,4)	77 (5,5)
Construction (Pourcentage du total)	100 (6,7)	90 (6,3)	82 (5,6)	69 (5,2)	79 (5,8)	77 (5,7)	80 (5,7)
Transports et communications (Pourcentage du total)	67 (4,5)	62 (4,3)	62 (4,3)	62 (4,7)	65 (4,7)	62 (4,6)	67 (4,8)
Services et divers (Pourcentage du total)	458 (30,5)	439 (30,7)	435 (29,9)	441 (33,2)	450 (32,8)	457 (33,9)	483 (34,5)

<sup>a/</sup> Compte tenu de la sécheresse partielle au cours de la saison des pluies 1981/82, qui a eu des conséquences assez lourdes pour la production de maïs.

16. Les variations du PIB en pourcentage, par branche d'activité, entre 1980 et 1981 ont été comme suit :

PIB total	-1,8
Agriculture, sylviculture, pêche	+10,3
Mines et carrières	-11,8
Industries manufacturières	-0,6
Electricité, gaz et eau	+7,5
Construction	-2,5
Transports et communications	-4,6
Services et divers	+1,6

La faiblesse des secteurs miniers et de la construction, qui depuis quelques temps contribuent de moins en moins à un PIB en baisse, évaluée en termes réels, est évidente. Toutefois, l'année 1981 a été très bonne pour le secteur agricole, la production en termes réels s'étant accrue d'environ 10 p. 100. On peut voir là le résultat des efforts très constructifs déployés par les cultivateurs, des prix des biens de production, des politiques d'appui menées par le gouvernement et de conditions climatiques assez favorables.

17. La production de cuivre est tombée de 610 000 tonnes en 1980 à 560 000 tonnes en 1981. Les exportations pour ces deux années ont été respectivement de 619 000 tonnes et 571 000 tonnes. Cette baisse de production est attribuée à une dégradation de la qualité des minerais, à un manque de main-d'oeuvre qualifiée, aux conflits du travail et à un manque chronique de pièces de rechange. On prévoit que la production atteindra 610 000 tonnes en 1982 et les ventes 597 000 tonnes. Dans les industries extractives, l'augmentation du coût des machines, des équipements et des autres charges, qui a été de 15 à 20 p. 100 par an, combinée à la chute des prix, a abouti à une grave détérioration de la position financière des mines, qui, dès lors, ont dû largement recourir aux crédits bancaires au détriment des possibilités de crédit des autres secteurs. Le coût de production actuel est 30 p. 100 plus élevé que le prix du cuivre (qui fait preuve d'une faiblesse persistante) et cette situation est extrêmement grave. Les deux principales sociétés minières ont récemment fusionné pour former les Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM) et on espère que cette fusion permettra une rationalisation des activités et des réductions de coûts. A la fin de 1981, face à l'effet de la chute des prix du cuivre, un accord de principe a été conclu suivant lequel la Zambie recevrait de la Communauté économique européenne (CEE) un prêt "souple" de quelque 60,5 millions de dollars en vertu du SYSMIN - Système d'aide relative à certains minerais définie par la seconde Convention de Lomé; ce prêt financé partiellement par le gouvernement, et d'un montant de quelque 93 millions de dollars sera affecté à certains projets miniers.

18. Le cobalt, qui n'a cessé de s'apprécier ces dernières années face aux monnaies étrangères, souffre à présent lui aussi d'un marché extrêmement déprimé. Sur le marché libre, le prix actuel d'environ 8 dollars la livre succède à des prix de 14 dollars au milieu de 1981, et de presque 25 dollars en 1980. A la suite de la récession frappant les pays industrialisés, les ventes ont baissé fortement, et au milieu de 1982, le stock de cobalt en Zambie a atteint 2 000 tonnes (environ 10 mois de production). On prévoit de vendre environ 3 000 tonnes de cobalt en 1982.

19. Au début de 1981, dans le cadre d'un programme de redressement économique fondé sur des investissements répartis sur une période de trois ans, la Zambie a obtenu du Fonds monétaire international (FMI) une ligne de crédit de 800 millions de DTS (environ 820 millions de kwacha), valable pendant trois ans. En 1981, 302 millions de kwacha ont été utilisés mais, avec le gonflement des crédits internes inévitablement induit par une situation économique de plus en plus difficile, cette ligne a été supprimée et a été remplacée en 1982 par un programme stand-by annuel qui permet d'obtenir en 1982 de 200 millions à 270 millions de kwacha. Le FMI a, en outre, accordé un financement de 60 millions de kwacha en compensation du déficit des recettes provenant de l'exportation du cuivre en 1981, et on prévoit cette année un nouveau financement (provisoirement estimé à 40 millions de kwacha). Les remboursements au FMI s'élèveront à quelque 80 millions de kwacha en 1982.

20. Le manque aigu de devises étrangères en Zambie est illustré par la difficulté qu'éprouve ce pays à limiter ses arriérés de paiements extérieurs. Ceux-ci s'élevaient à 472 millions de kwacha à la fin de 1980; au cours de 1981, ils sont passés à 560 millions de kwacha mais, grâce à l'aide du FMI, ils sont redescendus à 420 millions de kwacha à la fin de cette année. Au milieu de 1982, les arriérés ont de nouveau atteint 555 millions de kwacha et aucune amélioration n'est prévisible à court terme. A ces arriérés, qui représentent à eux seuls environ six mois d'exportations, il faut ajouter le service d'une dette publique extérieure d'environ 1,1 milliard de kwacha (compte non tenu des créances du FMI), plus le service de la dette extérieure, garantie par l'Etat, du secteur des services publics décentralisés, d'un montant de quelque 500 millions de kwacha qui, ensemble, représentent une charge annuelle supérieure à 100 millions de kwacha.

#### B. Balance des paiements

21. Le tableau 4 présente les balances des paiements des années les plus récentes.

Tableau 4

Balance des paiements, 1977-1982

(En millions de kwacha)

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Chiffres provisoires	<u>1982</u> Prévisions
Exportations, f.o.b.	706	674	1 091	1 002	870	1 100
Importations, f.o.b.	<u>539</u>	<u>496</u>	<u>598</u>	<u>883</u>	<u>937</u>	<u>1 210</u> a/
<u>Balance commerciale</u>	+168	+178	+493	+119	-67	-110
Services non facteurs (net)	-170	-187	-288	-290	-165	-320
Revenu des investissements (net)	-105	-110	-99	-167	-200	-100
Transferts sans contrepartie (net)	<u>-65</u>	<u>-65</u>	<u>-60</u>	<u>-70</u>	<u>-46</u>	<u>-45</u>
<u>Invisibles (net)</u>	-340	-362	-447	-527	-411	-465
<u>Balance des paiements courants</u>	<u>-172</u>	<u>-184</u>	<u>+46</u>	<u>-408</u>	<u>-478</u>	<u>-575</u>
<u>Compte des opérations en capital, net</u>	<u>-52</u>	<u>-75</u>	<u>+122</u>	<u>+138</u>	<u>+208</u>	<u>+350</u>
<u>Balance globale</u>	<u>-224</u>	<u>-259</u>	<u>+168</u>	<u>-270</u>	<u>-270</u>	<u>-225</u>

a/ Y compris une provision pour importation de maïs, due à une sécheresse partielle pendant la période de pousse 1981-1982.

/...

22. En 1981, la part du cuivre dans le total des recettes d'exportation était d'environ 87 p. 100, celle du cobalt d'environ 7,5 p. 100, celle du zinc et du plomb d'environ 3 p. 100. Dans le passé, le secteur des minerais a toujours représenté au moins 95 p. 100 des recettes d'exportation. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont largement dépendants des importations, de même que le secteur de l'agriculture commerciale. Les industries extractives, elles aussi, absorbent une grande part des importations. De même, une part importante des dépenses privées et publiques est liée aux importations. C'est pourquoi, compte tenu de sa structure économique actuelle, la Zambie n'a d'autre choix que de continuer à produire du cuivre, malgré les pertes financières substantielles qu'entraîne actuellement cette production.

23. Bien que les importations semblent avoir augmenté rapidement depuis 1979, leur volume est demeuré le même.

24. Depuis l'apparition de déficits importants de la balance globale depuis 1980, les arriérés de paiements extérieurs se sont accumulés pour atteindre un montant d'environ 555 millions de kwacha au milieu de 1982. Pour remédier à cette situation, certaines incitations au commerce extérieur ont été mises en place en 1982 : un crédit de 50 p. 100 de la valeur en monnaies étrangères des exportations déjà réalisées sous forme d'avances sur les recettes d'exportation à venir; un taux de taxation préférentiel pour les recettes d'exportation; et des primes aux gains en devises étrangères attribuées aux dirigeants d'exploitations agricoles commerciales, qui atteignent des niveaux déterminés de production de maïs, de blé et de soja.

#### C. Budget de l'Etat

25. Le tableau 5 montre l'évolution de la situation budgétaire de l'Etat depuis 1977.

Tableau 5

Budget de l'Etat, 1977-1982

(En millions de kwacha)

<u>Poste</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u> Résultats provisoires	<u>1982</u> Prévisions
<u>Compte des opérations courantes</u>						
Recettes ordinaires	499,1	549,0	592,8	767,6	818,0	975,4
Dépenses ordinaires, dont subventions	660,7 (66,2)	647,1 (42,1)	791,0 (102,1)	1 022,6 (257,9)	1 144,2 (177,4)	1 056,5 (182,4)
Déficit	161,6	97,2	198,2	255,0	326,2	81,1
<u>Compte des opérations en capital</u>						
Recettes en capital	+40,7	+34,4	+41,9	+40,7	+41,2	+62,9
Dépenses en capital	160,3	168,3	165,4	231,7	155,9	331,6
Solde net	-119,6	-133,9	-123,5	-191,0	-144,7	-268,7
<u>Déficit global</u>	<u>281,2</u>	<u>231,1</u>	<u>321,7</u>	<u>446,0</u>	<u>440,9</u>	<u>349,8</u>
<u>Financement</u>						
Interne	221,4	171,1	141,4	362,6	199,6	178,7
Extérieur	57,8	60,0	180,3	83,4	241,3	171,1

/...

26. A cause des difficultés financières rencontrées par les sociétés minières, les recettes provenant des minerais sont passées de 42 millions de kwacha en 1980 à 8 millions de kwacha en 1981, et on n'en prévoit aucune pour 1982. Il s'agit là d'un énorme recul. En 1970 et 1974, ces recettes avaient représenté environ 40 p. 100 des recettes totales. En 1981, l'impôt sur le revenu a rapporté 303 millions de kwacha tandis que les droits de douane et excises ont rapporté ensemble 422 millions de kwacha; on prévoit que ces deux montants passeront respectivement à 352 millions et 514 millions de kwacha en 1982. Le produit des droits de douane et excises, qui représente environ 50 p. 100 des recettes totales, est lié au niveau des importations et à celui de la production industrielle nationale, cette dernière variant à son tour avec les ressources en devises étrangères. Les recettes budgétaires sont donc liées de plusieurs manières au prix du cuivre.

27. On espère que certaines nouvelles mesures mises en vigueur en 1982 produiront des recettes complémentaires d'un montant de 138 millions de kwacha. On a décidé d'appliquer aux sociétés d'économie mixte qui ne réalisent pas de bénéfices une taxe de 1,5 p. 100 calculée sur la participation en capital de l'Etat. On obtiendra une augmentation unique du produit de l'impôt sur les sociétés en en fixant le montant à recouvrer d'après les résultats courants sans attendre la clôture de l'exercice. De nouveaux droits d'excises sur l'alcool, le tabac et les produits pétroliers produiront un accroissement des recettes d'un montant de 72 millions de kwacha. Des modifications aux droits de douane ad valorem et l'application d'une taxe sur les licences d'importation produiront de leur côté un accroissement de 29 millions de kwacha des recettes.

28. Pendant les années 70, les dépenses constitutionnelles et réglementaires, qui comprennent les dépenses liées à la défense et le service de la dette publique, ont augmenté rapidement si on les compare aux investissements dans le secteur public et aux dépenses dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Cela tient, dans une large mesure, au conflit avec la Rhodésie du Sud et à la situation économique toujours plus difficile. En 1982, la situation a commencé à se redresser. On prévoit que les dépenses en capital (à l'exclusion des subventions en capital), qui étaient passées de 27 p. 100 du total des dépenses publiques en 1976 à 18 p. 100 en 1980, et à seulement 12 p. 100 en 1981, atteindront 24 p. 100 de ce total en 1982. Les dépenses en capital seront orientées vers l'achèvement des projets en cours, et vers de nouveaux projets directement rentables. On prévoit que les dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé augmenteront respectivement de 17 et de 21 p. 100 en 1982.

29. On prévoit que les dépenses en capital prévues au budget de 1982 - soit 332 millions de kwacha - seront financées par divers programmes d'assistance multilatérale et bilatérale comprenant des emprunts extérieurs s'élevant à 230 millions de kwacha (dont 50 millions provenant de la vente de produits de base, et affectés à des projets de dépenses en capital), et des subventions extérieures d'un montant de 40 millions de kwacha. Le solde de 62 millions de kwacha sera financé par le marché intérieur. Les dépenses en capital du budget ont été ventilées ainsi :

Tableau 6

Ventilation des dépenses en capital, 1982

	<u>Millions de kwacha</u>	<u>Pourcentage</u>
<u>Services économiques</u>		
Agriculture, eau, terres	72,9	22,0
Routes	81,8	24,7
Secteur industriel	30,1	9,1
Transports et communications	28,0	8,4
Autres	12,4	3,7
<u>Services sociaux</u>		
Education	14,3	4,3
Santé	11,8	3,6
Logement	38,3	11,6
Autres	11,0	3,3
<u>Services généraux</u>	19,3	5,8
<u>Alloué aux provinces</u>	11,7	3,5
	<hr/>	<hr/>
Total	<u>331,6</u>	<u>100,0</u>

30. Au milieu de 1982, le gouvernement a entrepris une révision complète du budget en cours, mais les résultats de cette révision, n'étaient pas encore disponibles à l'époque de la visite de la mission.

#### D. Coopération régionale

31. Dans son précédent rapport, le Secrétaire général (A/36/270-S/14673 et Corr.1) a décrit les responsabilités incombant à la Zambie dans le cadre de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC)\* et indiqué certains projets inclus dans le programme de la SADCC. Depuis lors, d'autres projets ont été identifiés et portés à la connaissance des soutiens financiers et il a été décidé d'installer le secrétariat de la SADCC au Botswana, qui peut fournir des informations complémentaires sur les programmes et les activités de la SADCC.

### III. ASPECTS PARTICULIERS DE LA SITUATION EN ZAMBIE

#### A. Transports

32. Le problème du transport des marchandises exportées et importées par la Zambie a toujours occupé une place centrale dans les rapports du Secrétaire général sur l'assistance à la Zambie. Depuis la fermeture, en 1973, de la frontière avec ce qui était alors la Rhodésie du Sud jusqu'en 1979, le problème à résoudre a consisté essentiellement à réorienter vers les ports de Dar-es-Salaam et de Lobito le trafic intense qui se faisait avant 1973 par la Rhodésie du Sud (après 1975, une grande partie du trafic à destination de Lobito a pris fin). Depuis la reprise du trafic par le Zimbabwe en 1979, l'ensemble du problème est devenu plus facile à résoudre encore que de nombreuses difficultés particulières et de multiples goulets d'étranglement subsistent. Comme la Zambie est fortement tributaire de ses échanges avec le monde extérieur, sa politique est de faire en sorte qu'un certain nombre d'itinéraires restent entièrement utilisables afin que le pays soit moins vulnérable aux perturbations soudaines qui échappent à son contrôle. Le tableau 7 montre le trafic sur les divers itinéraires depuis 1978.

---

\* Regroupant l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Tableau 7

Trafic extérieur de marchandises de la Zambie  
 (En milliers de tonnes)

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
Zaire (rail)	98	53	46	24
Dar-es-Salam (route)	226	305	365	235
Dar-es-Salam (rail)	856	452	517	535
Nacala/Beira, via le Malawi (route/rail)	33	46	8	3
Beira (route/rail)	71	21	-	14
Zimbabwe (route)	-	-	74	52
Zimbabwe (rail)	136	637	638	512
Botswana (route)	34	1	-	1
Divers (y compris les liaisons aériennes)	17	32	23	17
<b>Total</b>	<u><u>1 471</u></u>	<u><u>1 547</u></u>	<u><u>1 671</u></u>	<u><u>1 393</u></u>

33. Le recul du tonnage total du trafic extérieur en 1981 s'explique en grande partie par le ralentissement de l'activité économique dû à la pénurie extrême de devises.

34. Le réseau des transports zambien et la façon dont il est raccordé aux réseaux de transport et aux ports des autres pays de la région jouent un rôle crucial dans les programmes régionaux de transport et de communication de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC).

B. Agriculture

1. Situation alimentaire en 1981

35. La production alimentaire s'est nettement accrue en 1980/81, aussi le pays a-t-il été en mesure de faire face à tous ses besoins pour ce qui est du maïs, denrée alimentaire de base. La production de blé et de riz s'est elle aussi accrue mais elle n'a couvert qu'une petite partie des besoins annuels du pays (voir tableau 8).

Tableau 8

Situation céréalière en 1981 a/  
(tonnes)

Céréale	Besoins	Production	Déficit
Maïs	720 000	693 000	27 000
Blé	115 000	8 884	106 116
Riz	4 000	2 779	1 221
Total	<u>839 000</u>	<u>704 663</u>	<u>134 337</u>

a/ Dans le secteur commercialisé.

2. Cultures marchandes en 1981

36. Graines de tournesol : La production commercialisée s'est élevée à 18 700 tonnes contre 17 200 tonnes en 1980.

Fèves de soja : La production commercialisée a augmenté : elle s'est élevée à 3 690 tonnes contre 3 510 tonnes en 1980.

Arachides : La production commercialisée a continué à baisser passant de 2 250 tonnes en 1980 à 1 488 tonnes en 1981.

3. Situation alimentaire en 1982

37. Le début de la campagne de 1981/82 a été marqué par une période de sécheresse partielle qui a duré jusqu'à la fin de 1981 et le gouvernement a dû consacrer 0,8 million de kwacha aux opérations de secours en faveur des populations victimes de la famine dans la province de l'Ouest vers la fin de l'année. Du fait de la sécheresse, les plantations ont été tardives dans les petites et grandes exploitations agricoles. La sécheresse a affecté en particulier les petites exploitations. Dans les quelques exploitations du secteur commercial où les agriculteurs avaient réussi à ensemercer de bonne heure, la sécheresse a été cause d'une germination médiocre et d'un début de croissance peu satisfaisant si bien que ces agriculteurs ont été obligés de réensemencer une partie des surfaces cultivées à la fin de décembre et au début de janvier. En outre, la sécheresse a recommencé à sévir vers la fin de la campagne. De ce fait, la production commercialisable de maïs est estimée à 468 000 tonnes seulement. Le déficit céréalier total en 1982 est estimé à plus 353 000 tonnes (voir tableau 9).

Tableau 9

Situation céréalière en 1982 a/  
 (tonnes)

Céréale	Besoins	Production	Déficit
Maïs	720 000	468 000	252 000
Blé	115 000	14 589	100 411
Riz	4 000	2 908	1 092
Total	<u>839 000</u>	<u>485 497</u>	<u>353 503</u>

a/ Dans le secteur commercialisé.

38. Le gouvernement a pris les dispositions voulues pour importer 90 000 tonnes de maïs qui permettront de remédier à l'insuffisance de la production nationale. Il a en outre reçu un don de 2 500 tonnes de maïs de l'Australie. Une assistance internationale en espèces ou en nature est nécessaire pour combler le déficit alimentaire restant.

39. Les stocks nationaux de maïs détenus tant par les Unions de coopératives que par l'Office national de commercialisation agricole (NAMBOARD), se sont progressivement réduits. En octobre 1981, comme la précédente récolte avait été bonne, ils se montaient à 341 400 tonnes. Mais à la fin de mai 1982, ils ne comprenaient que 108 300 tonnes seulement (voir tableau 10).

Tableau 10

Ventes et stocks de maïs d'octobre 1981 à mai 1982  
 (En milliers de tonnes)

	1981			1982				
	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai
Stock au début du mois	300,6	341,4	321,0	282,5	242,0	201,1	156,5	121,7
Achats	92,3	21,9	12,4	5,1	5,1	15,8	6,3	14,0
Importations			2,4	,5				14,8
Total partiel	<u>392,5</u>	<u>363,3</u>	<u>335,8</u>	<u>288,1</u>	<u>247,1</u>	<u>216,9</u>	<u>162,8</u>	<u>150,5</u>
Consommation	<u>51,5</u>	<u>42,3</u>	<u>53,3</u>	<u>46,5</u>	<u>46,0</u>	<u>60,4</u>	<u>41,1</u>	<u>42,2</u>
Stock à la fin du mois	<u>341,4</u>	<u>321,0</u>	<u>282,5</u>	<u>241,6</u>	<u>201,1</u>	<u>156,5</u>	<u>121,7</u>	<u>108,3</u>

40. On s'attend à ce que le nombre de têtes de bétail mises sur le marché au cours de l'actuelle campagne augmente un peu malgré les difficultés que les éleveurs auront probablement à s'approvisionner en aliments pour le bétail et les épidémies continues dans certaines régions du pays (voir tableau 11).

Tableau 11

Produits de l'élevage mis sur le marché en Zambie  
(1981-1982)

Produit	Unités	Production effective en 1981	Production effective en 1982
Bétail	Tête	100 000	106 000
Porcs	Tête	60 000	63 000
Volaille	Pièce	18 000 000	19 000 000
Lait	Litre	20 200 000	21 500 000
Oeufs	Unité (10)	14 000 000	15 000 000

41. Le pays a fait face à une partie de ses besoins de viande grâce aux importations de viande de boeuf des années antérieures. L'accroissement prévu de la production de viande de boeuf ne sera vraisemblablement pas suffisant pour combler le déficit mais vu le manque de devises, le gouvernement n'envisage pas d'importer de viande de boeuf cette année.

#### 4. Problèmes agricoles et alimentaires

42. L'Office national de commercialisation agricole (NAMBOARD) continue à avoir des problèmes à cause du manque d'engrais et de l'absence d'installations où emmagasiner les céréales et les engrais. En outre, comme ses ressources sont limitées le NAMBOARD n'a pas la possibilité d'acheter toutes les céréales disponibles. Les problèmes de transport compliquent les achats de denrées alimentaires et la livraison d'engrais aux régions rurales.

43. Le gouvernement a fait savoir à la mission que les interventions continuelles de l'Afrique du Sud dans la province de l'Ouest affectaient elles aussi la situation alimentaire.

44. Les élevages de porcs et de volailles vont être en difficulté en raison du manque d'aliments. La poudre et les concentrés de poisson sont rares et le manque de maïs aggrave maintenant la situation.

## 5. Programmes agricoles

45. Le gouvernement a été vivement préoccupé par l'incertitude de l'approvisionnement en maïs, l'aliment de base de la population. En vue d'arriver à satisfaire les besoins alimentaires de la population, il a lancé en 1980 un Programme de production alimentaire étalé sur dix ans représentant un investissement de 400 millions de kwacha qui sera financé au moyen de ressources étrangères et locales. A ce jour, des accords ont été signés avec la Banque africaine de développement, la CEE et le Canada en vue de réaliser des études de faisabilité pour les grandes fermes d'Etat à créer dans le cadre du Programme. Celui-ci a progressé de façon satisfaisante en 1980/81 et le secteur agricole a enregistré un taux de croissance estimé à 10 p. 100 environ contre 3,2 p. 100 pendant la campagne de 1979/80. Mais comme il a été indiqué plus haut, en raison de l'insuffisance des pluies, la récolte de maïs a été médiocre en 1981/82.

46. Le gouvernement a offert de gros stimulants aux agriculteurs. Les prix à la production des principaux produits ont été révisés en hausse par rapport à ceux de la dernière campagne (voir tableau 12).

Tableau 12

Evolution des prix à la production des principaux produits agricoles  
campagnes de 1980/81 et 1981/82  
(En kwacha par sac)

Produit	1980/81	1981/82	Augmentation en pourcentage
Maïs	13,50	16,00	18,5
Riz paddy	18,60	28,00	50,5
Blé	26,00	32,00	23,0
Graines de tournesol	17,60	20,75	17,9
Fèves de soja	36,30	42,31	16,5
Arachides	42,70	48,00	12,4

47. La politique du gouvernement est de continuer à offrir des stimulants au secteur agricole chaque fois que cela est possible en fixant les prix et en consentant des crédits et de redresser les termes de l'échange intérieur défavorables au secteur agricole par rapport au secteur urbain. Le gouvernement encourage aussi la mise en culture de nouvelles terres. De plus, il a fourni aux agriculteurs des apports agricoles et amélioré les services de transport dans les régions rurales.

48. Qui plus est, le gouvernement envisage de prendre un certain nombre d'autres mesures :

a) Il se propose de renforcer les services de vulgarisation et d'accroître la capacité d'emmagasiner. Les installations actuelles qui permettent d'emmagasiner 8 millions de sacs vont être agrandies de façon à contenir 3 millions de sacs de plus. L'Arabie saoudite a annoncé le versement d'une contribution de 2 millions de kwacha à cette fin. Une assistance est attendue également de l'Australie, du Canada, de la CEE, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Cependant, une assistance internationale supplémentaire est encore nécessaire pour la construction de silos.

b) Les services de recherche à Mount Makulu se sont employés à mettre au point des variétés de maïs répondant mieux aux besoins nationaux et ont réussi à en produire une qui résiste à la sécheresse. Une assistance internationale est nécessaire pour la poursuite et l'expansion de ces travaux.

c) En vue de remédier à la sérieuse pénurie d'aliments pour le bétail, une assistance internationale est demandée d'urgence pour l'importation de poudre et concentrés de poisson.

d) Comme les ressources en devises sont limitées, une assistance est également nécessaire pour remédier à la pénurie chronique de produits chimiques pour les bains antiparasitaires que l'on fait prendre au bétail.

### C. Réfugiés

49. Dans de précédents rapports, on a souligné combien était lourde la charge que supporte l'économie zambienne du fait que le pays abrite plus de 42 000 réfugiés en provenance de pays voisins. Le gouvernement a informé la mission que les réfugiés continuaient d'affluer, en particulier dans l'ouest du pays. On trouvera dans le rapport annuel du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) des renseignements détaillés sur les programmes en faveur des réfugiés en Zambie. Le programme spécial d'assistance aux étudiants réfugiés en Afrique australe entrepris à la suite des émeutes qui ont eu lieu à Soweto en juin 1976 et coordonné par le HCR, fait l'objet d'un rapport distinct du Secrétaire général établi pour donner suite à la résolution A/36/170 de l'Assemblée générale.

50. Un grand nombre de personnes, en particulier dans la province de l'Ouest, se réinstallent spontanément et ne sont pas couvertes par les programmes en faveur des réfugiés. Elles représentent une charge directe pour la Zambie car elles bénéficient au même degré que les nationaux des services d'éducation et d'hygiène et des autres services de base, elles font concurrence aux nationaux en se portant candidates aux rares emplois disponibles et alourdissent le déficit alimentaire du pays. En fait, même les réfugiés dont les dépenses sont couvertes par les programmes en faveur des réfugiés grèvent nettement le budget de l'Etat car les sommes versées en contrepartie des services d'éducation, d'hygiène et autres dont ils bénéficient sont bien inférieures aux dépenses réelles. Les réfugiés dans la province de l'Ouest font partie du vaste groupe des habitants qui ont été gravement touchés par la sécheresse qui a sévi en 1981-1982 et pour lequel une assistance d'urgence est nécessaire (le PAM accorde actuellement 2 millions de dollars pour l'aide alimentaire d'urgence).

51. Le gouvernement a souligné l'urgente nécessité de trouver des solutions durables au problème des réfugiés. Mais un grand nombre de réfugiés resteront probablement en Zambie pendant pas mal de temps encore. On continuera donc à avoir besoin d'une assistance internationale pour renforcer l'infrastructure actuelle dans les zones des provinces de l'Ouest, du Nord-Ouest et de Luapula où les réfugiés sont concentrés.

52. Le gouvernement préfère voir les réfugiés s'insérer dans la vie de la communauté et cherche donc à obtenir une assistance internationale pour des projets et des programmes nationaux dont les réfugiés tireront profit et s'engage en contrepartie à garantir que les réfugiés seront admis à bénéficier des services nationaux. Cette approche générale devient de plus en plus nécessaire étant donné que les possibilités qui s'offrent aux réfugiés de se réinstaller dans d'autres pays deviennent de plus en plus limitées. A ce propos, le gouvernement a fait savoir à la mission qu'il était profondément préoccupé par le fait que la communauté internationale des donateurs n'avait pas suffisamment répondu aux besoins spéciaux des pays africains à la Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (ICARA) tenue à Genève en avril 1981.

#### IV. BESOINS EN MATIERE DE RECONSTRUCTION ET DE RELEVEMENT

##### A. Transports

##### 1. Chemins de fer

##### a) Zambia Railways

53. Les Zambia Railways ont transporté 4,8 millions de tonnes de marchandises durant l'exercice allant d'avril 1980 à mars 1981, contre 5 millions de tonnes l'exercice précédent. Au cours des six mois qui ont précédé le mois de septembre 1981, 2,2 millions de tonnes ont été transportés, ce qui montre que la tendance à un léger fléchissement s'est maintenue depuis le début de 1980. Dans une large mesure, ces chiffres témoignent de l'état apathique de l'économie.

54. A la fin de 1981, 918 wagons au total avaient été mis en service dans le cadre du troisième Projet d'équipement des chemins de fer financé par la Banque Mondiale. Avec l'appui de la Banque et celui de la CEE, dès le début de 1983, le parc de wagons pour le transport de marchandises sera probablement satisfaisant. Mais une assistance est encore nécessaire pour l'achat de 42 voitures pour le transport des passagers qui reviendront au total à 16,2 millions de dollars.

##### b) Tanzania/Zambia Railway (TAZARA)

55. Ce réseau a été conçu pour transporter 2 millions de tonnes par an. Mais après avoir atteint 1,3 million de tonnes en 1977-78, le trafic a diminué pour n'atteindre que 0,75 million de tonnes en 1980-81 (ces chiffres tiennent compte du trafic intérieur dans les deux pays).

56. Le volume du trafic sur le réseau TAZARA est limité non seulement par la pénurie de devises dont souffre la Zambie, mais surtout par les insuffisances de puissance motrice, la congestion périodique et les problèmes de dédouanement et de paiement au port de Dar-es-Salam, la lente rotation des wagons et la forte concurrence des prix offerts par les entreprises de transports routiers.

57. En 1981, on ne pouvait utiliser en moyenne à tout moment que 22 des 79 locomotives faisant partie du parc, moyenne bien inférieure à celle de 42 enregistrée en 1982. Au début de 1982, on a dû emprunter des locomotives au Zambia Railways pour remédier en partie à la congestion due aux insuffisances de puissance motrice. La principale difficulté venait de ce que les moteurs tombaient en panne, aussi un programme de remplacement des moteurs est-il maintenant en cours d'exécution; il revient à environ 825 000 dollars par locomotive (deux moteurs par locomotive). Quatre locomotives diesel électriques ont été reconditionnées à ce jour, 8 autres le seront cette année et 8 de plus au moins le seront en 1983. On prévoit de reconditionner en tout et pour tout 40 locomotives au total. Le parc de locomotives sera considérablement renforcé aussi par 9 unités de 2 000 cv que la Zambie et la Tanzanie achèteront grâce à des prêts d'un montant total de 30 millions de DM que leur accordera la République fédérale d'Allemagne et par 5 autres de ces unités que la Zambie achètera à l'aide de ses propres fonds en République fédérale d'Allemagne. Un montant supplémentaire d'environ 7,3 millions de dollars est recherché pour l'achat de 5 autres unités. Le programme de remplacement des moteurs de locomotive et celui d'acquisition de locomotives sont tous deux des projets régionaux de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC).

58. On cherche à obtenir un montant d'environ 22 millions de dollars pour l'achat de 400 autres wagons de marchandises. Il s'agit là aussi d'un projet de la SADCC. Le temps de rotation des wagons sur le réseau de la TAZARA a légèrement diminué par rapport aux 20 jours enregistrés au cours du premier semestre de 1981, mais est bien supérieur à l'objectif de 10 jours qui avait été retenu.

59. TAZARA a également besoin des installations et du matériel suivants ainsi que de l'assistance extérieure nécessaire pour les financer : entrepôts et gares de triage à Kapiri Mposhi (10 millions de dollars); deux grues de secours (700 000 dollars); deux tours à roue (170 000 dollars); et du matériel de manutention mécanique (7 millions de dollars). Le réseau a en outre besoin de dispositifs pour l'arrêt automatique des trains et de radios portatives pour les manoeuvres de triage ainsi que d'une salle de commande des opérations qui puisse servir de modèle pour l'école de formation à Mpika et de bourses d'étude pour le personnel essentiel dont on veut améliorer les compétences techniques et administratives.

## 2. Transports routiers

60. Les transports routiers internationaux de la Zambie sont assurés par les Zambia-Tanzania Road Services (ZTRS) pour les marchandises à destination de Dar-es-Salam et par Contract Haulage Ltd. (CHL) pour toutes les autres destinations, à savoir le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique et le Malawi. La United Bus Company (UBZ) assure le transport des passagers par cars et par taxis.

### a) Zambia-Tanzania Road Services

61. Ces dernières années, les quantités de marchandises transportées ont été les suivantes :

Tableau 13

Tonnage transporté par les Zambia-Tanzania Roas Services

	1978/79	1979/80 (juillet-juin)	1980/81
Exportations	202 000	186 000	176 000
Importations	187 000	158 000	138 000
Total	389 000	344 000	314 000

62. La tendance du trafic à baisser depuis 1979 est due surtout à la réouverture de la ligne ferroviaire du sud passant par le Zimbabwe. En outre, à partir du deuxième semestre de 1981, le ralentissement des importations a eu dans l'ensemble des effets particulièrement marqués sur les ZTRS; de nombreux camions ont parfois longtemps attendu l'arrivée à Dar es-Salam d'articles d'importation à charger. Etant donné cette situation, qui va peut-être continuer à sévir à court terme, la Société s'efforce de diversifier ses activités de transport en desservant d'autres itinéraires.

63. Le besoin le plus pressant des ZTRS est de remplacer un certain nombre de camions vétustes (coût de l'opération : 550 000 dollars). Le coût du programme de remplacement des camions et remorques à réaliser à moyen terme sera de l'ordre de 6 millions de dollars.

b) Contract Haulage Ltd.

64. Cette compagnie qui transporte, entre autres, du maïs, des engrais et de l'acier par les routes traversant le sud et l'est du pays, est le principal transporteur routier de marchandises (y compris les produits pétroliers transportés en vrac) sur le réseau intérieur. Voici le trafic qu'elle a récemment assuré :

Tableau 14

Tonnage de marchandises transporté par Contract Haulage

	1980/81	avril-mars 1981/82
Réseau international	100 000	98 000
Réseau intérieur	435 000	425 000
Total	535 000	523 000

65. La République fédérale d'Allemagne et la Suède ont accordé une assistance à Contract Haulage. Pour répondre convenablement et efficacement à la demande, la compagnie a besoin d'une aide complémentaire (d'un montant total de 2,75 millions de dollars) pour l'achat de 25 camions citernes et de 20 véhicules à trois axes.

c) United Bus Company (UBZ)

66. Cette compagnie a utilisé en moyenne 440 véhicules (75 p. 100 de son parc de véhicules). Elle va recevoir en 1982 120 nouveaux autobus dont l'achat est financé par ses fournisseurs. En 1980 et 1981, le nombre des passagers transportés a légèrement diminué mais cela tient à ce que la compagnie n'est pas en mesure de faire face à la demande. La situation s'améliore actuellement mais il faudrait, en plus des 120 autobus passés en commande, 131 autres autobus (9,2 millions de dollars) et 16 autocars (1,7 million de dollars) sous peu pour remplacer les unités devenues inutilisables et agrandir le parc. En outre, le système actuel de délivrance des billets laisse à désirer, aussi une assistance est-elle nécessaire pour l'achat de 730 machines de distribution de billets (coût estimatif : 825 000 dollars).

3. Transports aériens

67. Plusieurs projets visant à améliorer des aéroports en Zambie entrent dans le cadre du programme de la SADCC. Il s'agit notamment de l'aéroport Southdowns à Kitwe (14,4 millions de dollars), de l'aéroport de Ndola (21,2 millions de dollars), de l'aéroport de Livingston (14,3 millions de dollars) et de l'aéroport à Kasaba Bay. L'aéroport international de Lusaka a lui aussi besoin d'être modernisé; il lui faut notamment pour l'entretien des appareils un hangar pour lequel on effectue actuellement des études de coût détaillées.

68. Dans le cadre du programme de formation à l'aviation civile de la SADCC, l'Institut de formation des Zambia Air Services (ZASTI) a été désigné comme établissement régional de formation. Une aide est recherchée d'urgence pour l'agrandissement de cet Institut afin qu'il puisse s'acquitter de ses obligations à l'égard des autres pays de la région.

69. Zambia Airways a enregistré en 1981 sa plus grosse perte (14,4 millions de dollars) et va connaître de sérieuses difficultés de trésorerie. Diverses possibilités de restructurer l'assise financière de la société sont examinées actuellement d'urgence. Ce problème se pose alors que la compagnie aérienne se trouve devant la nécessité de modifier considérablement son parc aérien, premièrement en affectant des appareils plus petits à certains parcours intérieurs peu empruntés et, deuxièmement, en remplaçant les Boeing 707 qui desservent l'Europe, à cause des restrictions qui vont, en principe, y être introduites pour limiter le bruit. Plusieurs options sont à l'étude et lorsqu'il aura arrêté sa politique, le gouvernement compte solliciter l'aide de la communauté internationale.

B. Télécommunications

70. Plusieurs projets internationaux de télécommunications entrant dans le cadre du programme de la SADCC ont été financés et sont maintenant en cours d'exécution, à savoir :

- a) Le raccordement de Livingstone à la nouvelle liaison Bulawayo-Francistown à hyperfréquences, lequel est financé par la Suède et la Norvège;
- b) Une nouvelle liaison HF avec Salisbury via Chirundu et une liaison UHF avec Siavonga (en Zambie) via Kariba en Karoi, leur coût (650 000 dollars) étant financé par la Suède et la Norvège;
- c) Une nouvelle liaison à hyperfréquences avec la province de l'Est et le Mozambique financée par le Japon;
- d) Une nouvelle liaison à hyperfréquences avec l'Angola via la province du nord-ouest financée par la Norvège;
- e) L'agrandissement de la station terrienne de télécommunications par satellite de Lusaka de façon à atteindre l'Amérique du Nord (financement national);
- f) L'extension des services de télex et modernisation des capacités de commutation téléphonique (les deux projets étant financés à l'aide de capitaux nationaux).

71. Mais deux projets de la SADCC ont encore besoin d'être financés à savoir, les liaisons à hyperfréquences avec la République-Unie de Tanzanie et le Malawi (le coût approximatif de chaque projet : 165 000 dollars).

72. Un certain nombre d'autres projets portant sur les postes et télécommunications ont encore besoin d'un appui extérieur, à savoir :

- a) Un nouveau centre postal d'échange (courrier intérieur) à Lusaka et un certain nombre de nouveaux bureaux de poste : 3,3 millions de dollars;
- b) Mise en place de centraux automatiques pour diverses institutions : 2,4 millions de dollars;
- c) Mise en place de radiobalises UHF pour améliorer les télécommunications dans les régions rurales : 7,8 millions de dollars;
- d) Mise en place de centraux téléphoniques aux régions rurales : 9,6 millions de dollars;
- e) Mise en place de centraux téléphoniques pour les zones urbaines : 0,8 million de dollars;
- f) Mise en place d'une station de radio-surveillance : 150 000 dollars.

73. On répare actuellement les centraux des zones rurales qui ont été endommagés pendant la guerre et les installations UHF/HF connexes dans les zones le long de la frontière avec le Zimbabwe, en partie avec l'assistance de la Suède et de la Norvège.

C. Relèvement de l'agriculture et autres projet dans les régions frontalières

74. La vie normale des zones frontalières a été perturbée pendant plus de sept ans avant que le Zimbabwe n'accède à l'indépendance en 1980. Le déminage des terres dans certaines régions près de la frontière continue à poser un problème. Mais il est maintenant possible de procéder au relèvement de l'agriculture et de la pêche et de mettre en oeuvre des programmes d'exploitation des ressources en eau et de lutte contre les maladies du bétail dans ces régions.

1. Projets de mise en valeur des ressources en eau

a) Projet hydrographique - Kariba North, district de Gwembe

75. Dans le cadre de ce projet, on prévoit la construction de 15 barrages. Les études et les plans nécessaires pour la construction de 8 barrages ont été terminés grâce à l'assistance fournie par les Pays-Bas. On n'a pas encore établi les plans des 7 barrages restants. Il faut d'urgence des fonds pour construire les 8 barrages et effectuer les études concernant les 7 autres barrages. On peut obtenir des renseignements détaillés sur le projet en s'adressant directement au Gouvernement zambien.

b) Projets d'approvisionnement en eau - Luangwa, Chirundu, Siavonga et Sinazongwe

76. Les installations d'approvisionnement en eau aux points susmentionnés ont été gravement endommagées par les incursions du régime illégal de la Rhodésie du Sud. Quatre projets d'approvisionnement en eau ont été prévus en faveur de ces régions et l'assistance de la CEE a été sollicitée pour la réalisation d'études de faisabilité. Une assistance internationale sera nécessaire pour l'exécution de ces projets.

c) Projet d'approvisionnement en eau : district de Sesheke

77. Un montant de 6 millions de Kwacha devra être consacré à la réalisation de ce projet et une demande d'assistance a été présentée à l'Agence norvégienne de développement international (NORAD).

2. Projets de lutte contre les maladies du bétail

78. La pleuropneumonie bovine infectieuse est maintenant traitée et endiguée dans diverses régions par la SADCC. La maladie reste endémique en Angola et le cordon sanitaire maintenu à 26 kilomètres en-deça de la frontière avec la Zambie pour empêcher le bétail contaminé venant de l'Angola d'entrer dans les provinces de l'ouest doit être patrouillé par la Zambie. Une assistance internationale est demandée pour couvrir les dépenses entraînées par le déplacement du cordon sanitaire jusqu'à la frontière.

79. Plus de 9 000 kilomètres carrés dans les régions de l'ouest et du sud du pays sont contaminés par la mouche tsé-tsé. Des mesures de lutte sont appliquées par la SADCC en coopération avec l'Angola et le Botswana. Des démarches ont été faites auprès des Pays-Bas en vue de l'obtention d'une assistance pour le traitement aux insecticides des zones touchées.

80. La fièvre aphteuse est encore courante dans les régions de Livingstone, Sesheke et Senanga. La SADCC remédie à ce problème sur une base régionale en coopération avec le Botswana et le Zimbabwe grâce à l'assistance apportée par le CEE. On envisage à titre préventif de vacciner chaque année les animaux et il faudra à cette fin 500 000 kwacha par an.

81. Une épidémie de fièvre aphteuse s'est également déclarée récemment à l'intérieur du pays et un certain nombre de mesures curatives ont dû être prises. On prévoit des mesures préventives et la CEE et les Pays-Bas fournissent une assistance à cette fin. Une assistance supplémentaire est nécessaire pour que la région soit approvisionnée, en quantités suffisantes, en vaccins contre la fièvre aphteuse. On envisage en outre de créer un fonds d'urgence qui financerait les mesures curatives chaque fois qu'une épidémie se déclarerait.

V. PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DU PROGRAMME SPECIAL  
D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

A. Principaux accords internationaux conclus en 1980 et 1981

82. Le gouvernement a communiqué à la mission des renseignements sur certains des importants accords internationaux que la Zambie a conclus en 1980 et 1981 en vue d'obtenir des prêts, des crédits et des dons. Il a souligné que ces renseignements n'étaient pas complets.

Tableau 15

Principaux accords d'assistance  
 internationale, 1980-1981

(En millions de dollars E.-U.)

... : non connu

<u>1981</u> Donateur/créditeur Montant	<u>1980</u>			
	Type	Montant	Type	Montant
Allemagne, République fédérale d'	prêt et don	56,0 + 5,8	prêt et don	46,9 + 7,1
Arabie saoudite	-	-	prêt et don	43,8 + 6,3
Australie	-	-	don	0,8
Bulgarie	-	-	prêt	1,0
Canada	-	-	prêt	17,3
Danemark	prêt	8,2	-	8,3
Etats-Unis d'Amérique	prêt et don	20,0 + 9,5	don	0,7
Finlande	don	14,6	don	7,0
France	crédit	107,2	prêt	17,5
Inde	-	-	prêt	5,0
Iraq	-	-	prêt	2,4
Italie	-	-	prêt et don	40,0 + 2,8
Japon	prêt	19,9	prêt et don	6,0 + 6,1
Norvège	don	7,0	don	5,4

Tableau 15 (suite)

Donateur/créditeur	1980		1981	
	Type	Montant	Type	Montant
Pays-Bas	prêt et don	4,7 + 2,3	prêt et don	2,0 + 3,1
République démocratique allemande	crédit	25,0	prêt	17,1
Roumanie	crédit	15,0	-	-
Royaume-Uni	prêt	5,8	prêt	1,2
Suède	don	28,0	don	24,1
Tchécoslovaquie	prêt	20,0	prêt	5,6
Union des Républiques socialistes soviétiques	-	-	prêt	8,3
Banque africaine de développement	...	...	prêt	14,8
Banque Mondiale	...	...	prêt	21,2
Communauté économique européenne	...	...	prêt et don	5,0 + 6,1
Société africaine de réassurance	-	-	don	0,2
Total		<u>349,0</u>		<u>325,4</u>

**B. Assistance internationale nécessaire à certains  
projets de développement urgents**

83. Le rapport précédent du Secrétaire général contenait une liste des projets et programmes de développement à long terme de la Zambie (voir A/37/270-S/14673, par. III). Le gouvernement a fourni les renseignements supplémentaires ci-après concernant lesdits projets (voir tableau 16).

Tableau 16

Etat d'avancement actuel des projets de développement urgents

<u>Projet</u>	<u>Etat actuel</u>	<u>Coût estimatif total (1979-1983)</u>
(En milliers de dollars E.-U.)		
<u>A. Projets ruraux</u>		
1. <u>Projet de production laitière en milieu rural</u>		
Amener chaque année 25 nouveaux petits producteurs laitiers à participer au projet en leur fournissant le bétail, les matériaux de construction, l'équipement de base et des services de vulgarisation	En cours; reçoit une assistance de la CEE et de la Banque Mondiale. Une assistance supplémentaire est est demandée	650
2. <u>Développement de la culture de l'anacardier</u>		
Créer, dans la province occidentale, une plantation d'anacardiens rentable pour satisfaire aux besoins d'une usine de traitement de la noix de cajou à Mongu	Progresse lentement. On attend le rapport de la FAO	50
3. <u>Projets provinciaux d'élevage porcin</u>		
Créer des sections d'élevage dans tous les instituts agricoles provinciaux	Progresse lentement à cause du manque d'affouragement	650
4. <u>Station centrale de recherche vétérinaire</u>		
Mener à bien les travaux en vue de la création de la station	En cours. On s'attend à recevoir une assistance de la CEE	930

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
<u>Projets ruraux (suite)</u>		(En milliers de dollars E.-U.)
5. <u>Zambia Cattle Development (Ltd.)</u>	En cours. Reçoit une assistance technique du Danemark, de la CEE et de l'Irlande	18 750
Faciliter l'implantation d'un organisme parapublique pour toutes les laiteries rurales dont le financement était précédemment assuré exclusivement par le gouvernement [comprend des projets du Zambia Farm Development and Dairy Produce Board (Office zambien de développement des exploitations agricoles et laitières)]		
6. <u>Conditionnement de la cire d'abeille</u>	Financement demandé	105
Créer une usine de cire d'abeille à Mwekero		
7. <u>Production de charbon de bois</u>	Financement demandé	135
Lancer la production à grande échelle de charbon de bois		
8. <u>Office de l'entreposage frigorifique</u>	Financement demandé	130
Fabrication de colle industrielle comme sous-produit de l'abattoir CSB		
9. <u>Projets d'irrigation</u>	Partiellement financé	9 000
Mise en oeuvre de projets pilotes d'irrigation de moyenne envergure dans les régions rurales, pour montrer aux cultivateurs les techniques d'irrigation		

/...

Tableau 16 (suite)

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
<u>Projets ruraux (suite)</u>		(En milliers de dollars E.-U.)
10. <u>Lutte contre la tripanosomiase et la mouche tsé-tsé</u>		
Défrichage de 44 500 km <sup>2</sup> de terres destinées à l'agriculture	Financement demandé	24 500 (urgent)
11. <u>Laboratoires de diagnostic régionaux</u>		
Mise sur pied d'installations pour diagnostiquer rapidement les maladies des animaux	Financement demandé	6 500
12. <u>Construction de cuves de bains antiparasitaires</u>		
	Financement demandé	11 500
13. <u>Approvisionnement en eau (national)</u>		
Nouveaux travaux et amélioration de l'approvisionnement en eau des municipalités et des districts	Partiellement financé par la CEE, la République fédérale d'Allemagne et la Banque Mondiale	19 400
14. <u>Plans d'aménagement des bassins fluviaux et prises d'eau</u>		
Construction de barrages et de puits dans les zones rurales pour les usages domestiques, l'élevage et l'irrigation	Financement demandé	5 800

Tableau 16 (suite)

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983)
<u>Projets ruraux (suite)</u>		(En milliers de dollars E.-U.)
<u>B. Projets industriels utilisant des matières premières locales</u>		
15. Projet d'usine de combustible alcool-éthanol	Financement demandé	12 000
16. Production de pâte et de papier Kraft (capacité 40 000 tonnes)	Financement demandé	125 000
17. Usine de transformation du cuivre (feuilles de cuivre)	Etude de faisabilité achevée. Financement demandé	20 000

C. Projets supplémentaires

84. Le rapport précédent du Secrétaire général comprenait une liste de projets pour lesquels le gouvernement, qui souhaitait utiliser son chiffre indicatif de planification du PNUD pour la période 1982-1986, s'était rendu compte que les fonds disponibles étaient insuffisants. Le gouvernement avait donc demandé une assistance internationale pour ces projets (voir A/36/270-S/14673, par. 112 et 113). Des fonds sont à nouveau demandés pour la plupart des projets. On trouvera au tableau 17 des données concernant l'assistance fournie.

Tableau 17

Assistance aux projets retenus

... : non connu

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983) (En dollars E.-U.)
<b>A. <u>Agriculture, sylviculture et pêche</u></b>		
1. Centre de formation pour l'utilisation des sous-produits de l'élevage (cuirs et peaux)	Partiellement financé par les Pays-Bas	450 000
2. Planification de la recherche adaptative (Province de Luapula)	En cours d'exécution grâce à une assistance de l'organisme suédois de développement international	945 000
3. Vulgarisation de l'entreposage des céréales dans les villages	Partiellement financé par la FAO	100 000
4. Activités de recherche-développement sur les céréales et les légumineuses	Partiellement financé par l' <u>Agency for International Development</u> des Etats-Unis	1 014 000
5. Planification et développement en vue de l'accroissement de la production de poisson	Partiellement financé par la FAO	802 200
6. Développement des industries forestières	Financé par la Banque Mondiale	564 300
7. Mise au point de types de maïs résistant aux insectes et aux maladies	Partiellement financé par l' <u>Agency for International Development</u> des Etats-Unis	791 000
8. Rationalisation de l'utilisation des terres dans les réserves de gibier	Financé par le gouvernement	145 000

...

Tableau 17 (suite)

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983) (En dollars E.-U.)
<b><u>B. Problèmes généraux, politiques et planification du développement</u></b>		
9. Assistance à l'Institut de planification et de gestion	Partiellement financé par la République populaire démocratique de Corée	672 000
<b><u>C. Ressources naturelles</u></b>		
10. Renforcement de la capacité de la Commission des matières premières et des minéraux réglementés	Partiellement financé par l'Organisme suédois de développement international	1 217 000
11. Amélioration de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales des provinces de Luapula et du Nord	Financé par l'Organisme norvégien de développement international	1 384 000
<b><u>D. Transports et communication</u></b>		
12. Assistance aux programmes de formation en aviation civile et d'amélioration des aéroports	Sera exécuté dans le cadre de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe financement demandé	1 081 000
13. Formation dans le domaine des télécommunications	Financé par le Japon et la Suède	586 000
14. Formation de trois ingénieurs des télécommunications	Financé par le gouvernement	

Tableau 17 (suite)

Projet	Etat actuel	Coût estimatif total (1979-1983) (En dollars E.-U.)
15. Liaison de télécommunications entre Zambie et le Zimbabwe	En cours d'exécution dans le cadre de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (financé par la Suède et la Norvège)	la  100 000
<b>E. Santé</b>		
16. Soins de santé primaires	Assistance reçue d'une ONG a/	...
17. Adduction d'eau	Financé par un certain nombre de donateurs	...
<b>F. Education</b>		
18. Assistance dans le domaine de l'élaboration et de l'utilisation des indicateurs économiques pour l'analyse et la planification	Financé par l'Organisme suédois de développement international	40 000
19. Etablissement d'un service national d'évaluation des projets et programmes sociaux et formation de fonctionnaires	Assistance reçue de la Banque Mondiale, de l'Organisme danois de développement international	400 000

/...

Tableau 17 (suite)

Etat actuel		Coût estimatif total (1979-1983) (En dollars E.-U.)
<u>G. Science et technique</u>		
20. Renforcement des services météorologiques	Assistance partielle reçue de l'OMM	707 000
21. Amélioration de l'enseignement des sciences et des mathématiques dans les écoles	Assistance partielle reçue de l'Inde, de l'URSS et d'autres sources	1 377 000

a/ Organisation non gouvernementale

D. Nouveaux projets présentés en 1982 pour lesquels  
une assistance internationale est demandée

85. Le gouvernement a proposé les nouveaux projets ci-après pour lesquels il cherche un appui international.

1. Routes

a) Construction d'une route entre Mansa et Serenje (325 km)

86. La route en question reliera le nord, en particulier la province de Luapula, avec le reste du pays (évitant ainsi la route du Zaïre) et traversera des régions agricoles fertiles. La construction est bien avancée - on a notamment fini un pont de 2,8 km sur le Luapula - mais on a besoin de 88 millions de dollars pour achever le projet.

b) Amélioration de la route entre Livingston et Zimba (42 km)

87. Une partie des fonds nécessaires a déjà été obtenue, mais on a encore besoin de 6,6 millions de dollars.

c) Remise en état de la route entre Mansa, Luwingu et Kasama (340 km)

88. La route en question, qui relie les capitales des provinces du nord, a été gravement endommagée. Le coût estimatif de l'opération s'élève à 77 millions de dollars; on a ouvert des négociations préliminaires avec un donateur potentiel, qui verserait une somme de 17 millions de dollars à titre de financement partiel.

d) Remise en état de la route entre Mutanda, Zambezi et Chavuma (550 km)

89. Cette route traverse des régions de la province du nord-ouest qui pourraient être très productives sur le plan agricole. La République fédérale d'Allemagne et la Chine fournissent une assistance, mais on a encore besoin d'une assistance supplémentaire importante.

e) Construction de la route entre Mansa, Mwense et Nchelenge (228 km)

90. Cette route traverse des régions très peuplées où on se livre à l'agriculture et à la pêche. On a achevé une étude de faisabilité et entrepris des conversations avec des donateurs potentiels afin d'obtenir le montant de 55 millions de dollars dont on a besoin pour la construire.

f) Etudes de faisabilité

91. On sollicite des fonds pour procéder à des études de faisabilité concernant :

i) Une route entre Kaoma et Zambesi (330 km) : 550 000 dollars;

ii) Une route entre Mongu, Kalabo et la frontière angolaise (225 km) : 440 000 dollars

2. Industrie pharmaceutique

92. Les importations de produits pharmaceutiques se chiffrent à environ 10 millions de dollars par année. On a procédé à une étude de faisabilité en vue de la mise en place d'une industrie pharmaceutique locale qui permettrait de réduire considérablement le montant de devises étrangères nécessaires à l'importation de ces produits. On sollicite des fonds d'un montant de 11 millions de dollars pour ce projet.

3. Appui aux institutions de financement du développement

a) Zambia Agricultural Development Bank (Banque zambienne de développement agricole)

93. Cette banque, qui a pour but de favoriser le développement de l'agriculture et de la pêche, a été créée en 1979, mais n'est pas encore devenue entièrement opérationnelle, les fonds manquant. On espère que 30 p. 100 de son capital autorisé de 75 millions de Kwacha, soit 22,5 millions de kwacha, sera souscrit par des sources extérieures. On demande d'urgence des dons et des prêts "souples" à cette fin.

b) Institution de financement de la petite industrie

94. La petite industrie et l'industrie de village sont un élément clé de la diversification économique et de la création d'emplois. Le développement de l'industrie de village est tout particulièrement nécessaire pour appuyer des programmes actuels de développement agricole. Etant donné les problèmes de solvabilité qui se posent tout spécialement à la petite industrie et à l'industrie de village, le gouvernement souhaite fonder une banque de développement de la petite industrie, et sollicite pour commencer un appui extérieur de 25 millions de dollars en vue de créer cette institution et d'en constituer le capital social.

-----